Numéro du rôle : 4324
Arrêt n° 149/2008 du 30 octobre 2008

A R R E T

En cause : le recours en annulation de l'article 128 de la loi du 25 avril 2007 « modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire », introduit par Jan Van den Bossche.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen et J.-P. Snappe, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 octobre 2007 et parvenue au greffe le 30 octobre 2007, Jan Van den Bossche, demeurant à 1731 Asse, Poverstraat 62, a introduit un recours en annulation de l'article 128 de la loi du 25 avril 2007 « modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire » (publiée au *Moniteur belge* du 1er juin 2007).

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire, la partie requérante a introduit un mémoire en réponse et le Conseil des ministres a également introduit un mémoire en réplique.

A l'audience publique du 19 juin 2008 :

- ont comparu :

. Me T. De Sutter *loco* Me V. Tollenaere, avocats au barreau de Gand, pour la partie requérante;

. Me E. Jacobowitz, qui comparaisait également *loco* Me P. De Maeyer, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs L. Lavrysen et J.-P. Snappe ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *En droit*

- A -

Quant à la recevabilité du recours

A.1. Le requérant expose que le recours a été introduit dans les délais et qu'il possède un intérêt. En sa qualité de greffier adjoint, il a intérêt à attaquer l'article 128 de la loi du 25 avril 2007 « modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire ». La loi du 25 avril 2007 a supprimé le grade de greffier adjoint et le requérant est nommé d'office au grade de greffier.

Quant au fond

A.2. Le requérant prend un moyen unique de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que la disposition attaquée crée, pour le calcul de l'ancienneté des greffiers, une différence de traitement qui n'est pas objectivement et raisonnablement justifiée, selon que les greffiers ont acquis une expérience professionnelle comme avocat de notaire ou comme huissier de justice. Alors que l'expérience professionnelle des premiers est prise en considération pour le calcul de leur ancienneté, ce n'est pas le cas pour les huissiers de justice.

La tâche de l'huissier de justice, définie dans diverses dispositions légales, est partiellement semblable à celle d'un notaire ou d'un avocat. Selon le requérant, l'huissier de justice est indubitablement un auxiliaire du pouvoir judiciaire et un chaînon important de la vie sociale. En outre, les fonctions d'huissier de justice et de greffier sont fort semblables. Les deux fonctions ont trait principalement au droit judiciaire et, en particulier, au déroulement de la procédure et à la validité des actes de procédure.

Alors que l'huissier de justice, en exerçant sa fonction, acquiert de l'expérience, telles une meilleure compréhension du déroulement de la procédure judiciaire et du rôle des collaborateurs de la justice, une meilleure connaissance des justiciables ainsi qu'une meilleure perception de la notion du débat contradictoire et du principe des droits de la défense, et qu'il a en outre une expérience qui est fort proche de la tâche d'un greffier, cette expérience n'est pas prise en compte pour le calcul de son ancienneté, tandis que l'expérience acquise en qualité d'avocat sera prise en considération.

Le requérant observe en outre encore que les fonctions d'huissier de justice, de notaire et d'avocat sont exclusivement accessibles aux licenciés/masters en droit. L'huissier de justice et le notaire sont, en outre, des officiers ministériels et publics qui exercent tous deux une profession libérale. Tous deux disposent tous deux d'une position de monopole.

La différence entre les greffiers ayant une expérience acquise en qualité d'avocat ou de notaire et les greffiers ayant une expérience acquise en tant qu'huissier de justice ne repose donc pas sur un critère objectif et n'est pas raisonnablement justifiée.

A.2.1. Selon le Conseil des ministres, l'affirmation que l'article 366, § 2, du Code judiciaire ne permet en aucun cas de tenir compte de l'expérience accumulée en tant qu'huissier de justice est inexacte.

En effet, l'article 366, § 2, alinéa 1er, 6°, du Code judiciaire énonce que les services qui, dans le statut pécuniaire du personnel des ministères, peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des fonctionnaires appartenant au niveau A sont pris en compte selon les mêmes modalités pour le calcul de l'ancienneté des greffiers. Cette disposition renvoie ainsi à l'article 14, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux, en vertu duquel les services qui ont été accomplis en qualité d'huissier de justice entrent en ligne de compte pour les fonctionnaires de niveau A en vue de déterminer l'ancienneté pécuniaire, pour autant que l'avis annonçant la procédure de sélection requière expressément la possession d'une expérience antérieure utile et que les candidats puissent prouver par tout moyen de droit l'expérience antérieure utile.

La différence de traitement éventuelle ne découle donc pas de la disposition attaquée mais, le cas échéant, des conditions requises pour pouvoir être nommé à une fonction. Le fait que le requérant ne puisse, en l'espèce, tirer avantage de son expérience d'huissier de justice ne découle pas de la disposition litigieuse en tant que telle mais bien de la décision de ne pas exiger d'expérience comme huissier de justice pour la nomination au grade de greffier (article 264 du Code judiciaire).

Les articles 10 et 11 de la Constitution n'obligent pas le législateur à tenir compte, pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, d'une expérience qui n'est pas requise pour la nomination à la fonction visée.

A.2.2. Le Conseil des ministres poursuit son argumentation en formulant un certain nombre d'observations complémentaires. La seule différence de traitement réelle entre les avocats et les notaires, d'une part, et les huissiers de justice, d'autre part, réside dans le fait que l'expérience de la première catégorie est reconnue par la loi elle-même, alors que l'expérience des huissiers de justice n'est prise en compte que si elle a été jugée nécessaire par l'autorité publique pour pouvoir être nommé à la fonction visée. La différence de traitement précitée est fondée sur un critère objectif et est raisonnablement justifiée.

Si le législateur a pu, conformément à la jurisprudence de la Cour dans son arrêt n° 109/2001, ne pas tenir compte de l'expérience acquise comme huissier de justice pour la nomination au notariat, il peut dans ce cas certainement aussi le faire en ce qui concerne la nomination en qualité de greffier. Cette différence de traitement peut être étendue au calcul de l'ancienneté pécuniaire.

Du fait de la disposition contestée, les mêmes règles de calcul de l'ancienneté pécuniaire s'appliquent désormais au personnel judiciaire et aux magistrats et fonctionnaires de niveau A. Un tel alignement n'a pas d'effets manifestement disproportionnés et le moyen unique est dès lors dépourvu de fondement, selon le du Conseil des ministres.

A.3.1. La thèse du Conseil des ministres selon laquelle la différence de traitement ne découlerait pas de l'article 128 de la loi du 25 avril 2007 mais des critères requis pour être nommé à la fonction visée confirme le fait, selon la partie requérante, que l'article 128 viole les articles 10 et 11 de la Constitution. En effet, l'expérience professionnelle acquise en qualité d'avocat ou de notaire n'est pas non plus requise pour la nomination au grade de greffier. Mais le législateur a estimé que l'expérience des avocats et des notaires doit toujours être prise en compte, sans aucune condition, pour le calcul de l'ancienneté.

Selon le requérant, il est frappant que le Conseil des ministres ne conteste aucunement le fait que les expériences d'huissier de justice, d'avocat et de notaire soient totalement similaires.

A.3.2. En outre, l'affirmation du Conseil des ministres que l'expérience acquise en qualité d'huissier de justice n'est pas suffisante pour être nommé au notariat et que cette différence de traitement peut être étendue à la règle de l'ancienneté pécuniaire n'est pas pertinente, selon le requérant. La période qu'un avocat passe au barreau ne donne pas non plus droit à une nomination au notariat, tandis que l'expérience acquise en qualité d'avocat ou de notaire entre en ligne de compte pour l'ancienneté du greffier.

A.4.1. Le Conseil des ministres observe d'abord que le requérant ne réfute pas le fait que l'éventuelle différence de traitement ne découle pas de la disposition litigieuse mais bien des critères requis pour être nommé au grade de greffier.

A.4.2. En ce qui concerne la différence de traitement dénoncée par le requérant, entre les huissiers de justice, d'une part, et les avocats et notaires, d'autre part, on ne peut parler, selon le Conseil des ministres, d'une différence de traitement qu'en ce sens que l'expérience des derniers nommés est reconnue par la loi elle-même, alors que l'expérience des premiers nommés n'est prise en considération que si elle a aussi été jugée nécessaire par l'autorité publique pour pouvoir être nommé à la fonction visée.

Cette différence de traitement est fondée sur un critère objectif et n'est pas déraisonnable. La Cour a du reste reconnu à plusieurs reprises que l'expérience acquise en qualité d'avocat est utile dans le cadre du bon fonctionnement de la justice. Le Conseil des ministres renvoie à cet égard aux arrêts n°s 116/2004 et 184/2006. Le fait que le législateur ait pris en compte toutes les années d'expérience acquises en tant qu'avocat stagiaire découle du reste directement d'un arrêt de la Cour.

Pour ce qui concerne le but légitime, le Conseil des ministres estime qu'il faut tenir compte de l'arrêt n° 116/2004, dans lequel la Cour a considéré comme légitimes les motifs budgétaires concernant l'ancienneté pécuniaire des magistrats. Tant la volonté de limiter l'incidence budgétaire de l'extension des règles relatives au calcul de l'ancienneté pécuniaire que la volonté de donner exécution aux arrêts de la Cour constituent des motifs légitimes.

En ce qui concerne les effets manifestement disproportionnés, le Conseil des ministres observe que le requérant n'en mentionne pas. Les huissiers de justice n'ont pas la même expérience de la justice et ne sont pas familiarisés de la même manière avec tous les aspects de la procédure judiciaire que les avocats. L'expérience acquise en qualité d'huissier de justice est généralement limitée au droit d'exécution, alors qu'un notaire a à connaître de branches fort différentes du droit. Le notaire dispose lui aussi d'une expérience plus large et plus diversifiée.

A.4.3. En conclusion, le Conseil des ministres répète que les articles 10 et 11 de la Constitution n'obligent aucunement le législateur à tenir compte de toute espèce d'expérience.

- B -

B.1.1. Le requérant demande l'annulation de l'article 366, § 2 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 128 de la loi du 25 avril 2007 « modifiant le Code judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire » (ci-après : la loi du 25 avril 2007).

L'article 366, § 2, qui porte sur les majorations d'ancienneté du personnel judiciaire, dispose :

« Entrent en compte pour le calcul de l'ancienneté :

1° la période durant laquelle à partir de l'âge de 21 ans une fonction a été exercée dans une cour ou un tribunal;

2° le temps de l'inscription au barreau, ainsi que l'exercice de la charge de notaire par un docteur, un licencié ou un master en droit;

3° le temps consacré à l'enseignement du droit dans une université belge;

4° la durée des fonctions exercées au Conseil d'Etat en qualité de membre du Conseil d'Etat, de l'auditorat ou du bureau de coordination;

5° sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 365, § 1er :

— la durée des services rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services de l'Etat et les services d'Afrique;

— la durée des services effectifs à prestations complètes rendus à partir de l'âge de 21 ans dans les services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique ou comme titulaire d'une fonction rémunérée par une subvention-traitement dans un établissement d'enseignement libre subventionné.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

L'expression ' services de l'Etat ' désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et qui n'est pas constitué en personne juridique.

L'expression ' services d'Afrique ' désigne tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et qui n'était pas constitué en personne juridique.

L'expression ' services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique ' désigne :

- a) tout service relevant du pouvoir exécutif et constitué en personnalité juridique;
- b) tout service qui relevait du gouvernement du Congo belge ou du gouvernement du Ruanda-Urundi et était constitué en personnalité juridique;
- c) tout service communal ou provincial;
- d) toute autre institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt local ou général et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique, ainsi que toute autre institution de droit colonial qui répondait aux mêmes conditions.

6° sans préjudice de l'application des dispositions du § 1er, la durée des services rendus qui, dans le statut pécuniaire du personnel des ministères, peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des fonctionnaires appartenant au niveau A et ce, selon les mêmes modalités.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations de traitement.

Au cas où certaines de ces professions auraient été exercées successivement, les temps d'exercice sont additionnés. Les services restants sont valorisés d'après l'importance qui leur est reconnue pour la catégorie à laquelle ils appartiennent ».

B.1.2. En vertu de l'article 185 de la loi du 25 avril 2007, la disposition attaquée entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard 18 mois après la publication de la loi au *Moniteur belge*.

B.2.1. Le requérant invoque sa qualité de greffier adjoint. Il souligne que, par suite de la loi du 25 avril 2007, il sera nommé d'office au grade de greffier et qu'il a acquis une expérience professionnelle comme huissier de justice avant sa nomination au grade de greffier adjoint.

B.2.2. Le requérant justifie de l'intérêt requis au recours en annulation de la disposition attaquée en tant que cette disposition porte sur le calcul de l'ancienneté des greffiers.

La Cour limite son examen de la disposition attaquée à cette situation.

B.3. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que la disposition attaquée établirait, en ce qui concerne le calcul de l'ancienneté, une différence de traitement qui n'est pas objectivement et raisonnablement justifiée entre les greffiers, selon que ceux-ci ont acquis une expérience professionnelle comme avocat ou notaire ou comme huissier de justice. L'expérience professionnelle des premiers est prise en considération pour le calcul de leur ancienneté, tandis que celle des seconds ne l'est pas.

B.4. L'expérience acquise en qualité d'huissier de justice candidat, stagiaire, suppléant ou effectif n'est pas prise en compte par le législateur pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des greffiers. Il convient d'observer à cet égard que les huissiers de justice n'ont pas la même expérience de la justice et ne sont pas familiarisés de la même manière que les avocats avec les aspects d'une procédure judiciaire. En effet, l'expérience du barreau présente des caractéristiques spécifiques que ne revêt aucune expérience acquise dans d'autres professions juridiques.

En outre, les tâches d'un huissier de justice portent généralement sur le droit d'exécution, alors que les notaires sont confrontés à des aspects fort différents du droit, ce qui a pour effet que, contrairement aux huissiers de justice, ils disposent d'une expérience plus étendue et plus diversifiée.

B.5. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 30 octobre 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Bossuyt